



Child Focus
(116 000

Sous la présidence d'honneur
de S.M. la Reine

Rapport annuel **2018**



Table des matières

• QUI SOMMES-NOUS ?	4
• FINANCEMENT	5
• AVANT-PROPOS	6
• CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
• CHIFFRES 2014-2018	8-9
• ENFANTS DISPARUS	10-13
• ENFANTS SEXUELLEMENT EXPLOITÉS	14-17
• SÉCURITÉ EN LIGNE	18-21
• ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION	22-25
• BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS	26-27
• RÈGLES D'ÉVALUATION ET IMPACTS COMPTABLES	28-29
• PARTENAIRES.....	31





Nous n'abandonnons jamais

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre organisation est une fondation d'utilité publique active sous le nom de Child Focus. 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, nous mettons tout en œuvre pour retrouver les enfants et jeunes adultes* disparus et lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs tant en ligne qu'hors ligne.

Un seul numéro d'appel d'urgence gratuit, le 116 000, est à retenir pour signaler une disparition ou un cas d'exploitation sexuelle. Le 116 000 est aussi accessible à toute personne ayant une question ou un problème concernant l'utilisation d'internet par les mineurs. Les internautes sont également invités à signaler anonymement toute image d'abus sexuel d'enfant (pornographie enfantine) découverte sur le net à notre point de contact civil stopchildporno.be.

Nous appuyant sur notre expertise opérationnelle, nous nous investissons également activement dans la prévention.

Les fonds publics couvrent un peu plus de 20 % de nos besoins. Ces fonds sont négociés par projet ou sur une base annuelle. Les entreprises et le grand public financent le reste.

* jusqu'à 24 ans



Child Focus est membre de :

- European NGO Alliance for Child Safety Online (eNACSO)
- Fédération Belge des Fondations Philanthropiques (FBFP)
- Insafe, Better Internet for Kids
- International Association of Internet Hotlines (INHOPE)
- International Centre for Missing and Exploited Children (ICMEC)
- Kinderrechtencoalitie Vlaanderen
- L'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF)
- Missing Children Europe (MCE)
- Plateforme francophone du Volontariat (PFV)
- Steunpunt Vrijwilligerswerk Brussel
- Vlaams Steunpunt Vrijwilligerswerk

FINANCEMENT

Outre la contribution du gouvernement fédéral, à travers la dotation de la Loterie Nationale, les autres subsides et aides publiques proviennent de la Région de Bruxelles Capitale, la Région flamande, diverses provinces et communes ainsi que de la Commission européenne, qui finance plusieurs projets.

Les dons provenant du secteur privé se font soit en espèces, soit en nature. Le don en espèces le plus important provient de la Fondation Roi Baudouin.

De nombreuses entreprises de tailles diverses sont également des partenaires privilégiés de nos activités et projets concrets, via des interventions financières, l'achat de produits et fournitures de bureau par l'intermédiaire de la société buy aid ou l'organisation de tombolas par le biais de Tombolist. Les dons en nature concernent la mise à disposition de locaux et d'équipements ou l'utilisation de services à titre gratuit.

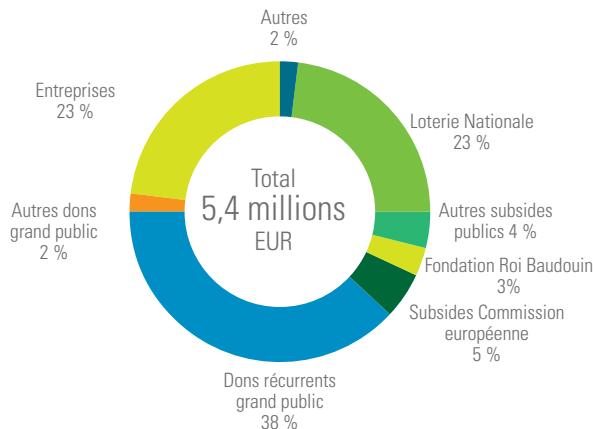
Le grand public nous a, comme chaque année, soutenu au travers de dons ponctuels ou mensuels, d'achats d'articles siglés, mais également d'opérations et d'événements spécifiques. En 2018, Child Focus a ainsi pu compter sur la générosité de 23 000 donateurs actifs.

Cet argent reçu nous permet de poursuivre nos missions de lutte contre les disparitions et l'exploitation sexuelle des enfants tout en offrant aux familles en détresse une aide totalement gratuite. Du fond du cœur, merci !

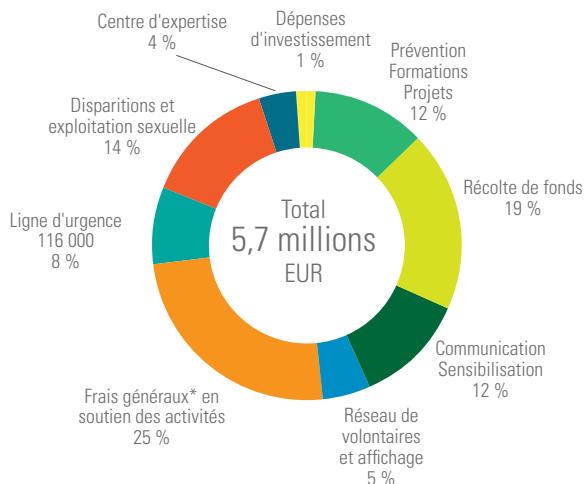


Tout savoir sur
Child Focus en une minute ?
Visionnez notre vidéo !

Sources de financement 2018



Dépenses 2018



* Au niveau des dépenses, hormis la création d'un département spécifique « Prévention et développement », nous permettant de nous concentrer sur la prévention, il n'y a pas eu de modification structurelle par rapport à 2017.

AVANT-PROPOS

Child Focus a 20 ans.

Nous n'abandonnons jamais. Nous persévérons.



Heidi De Pauw
directrice générale



François Cornelis
président

L'année 2018 a été malheureusement très active et nos collaborateurs et volontaires ont pu intervenir et assister les nombreuses personnes confrontées à une disparition ou un cas d'exploitation sexuelle. Nous tenons d'abord à les remercier de leur dévouement.

Le 29 mars 2018, Child Focus a fêté ses 20 ans (voir p.22). 20 ans, ce sont 20 000 enfants retrouvés, plus de 20 000 signalements de pornographie infantile envoyés à la police et près de 1 400 jeunes victimes d'exploitation sexuelle aidées.

Derrière ces chiffres, trop de souffrance. Trop d'enfance abîmée. Trop d'innocence perdue.

Dans les années à venir, nous allons donc nous concentrer plus que jamais sur la prévention. Le groupe cible englobe les éducateurs au sens large, à savoir les parents, enseignants et autres professionnels, mais également les enfants et adolescents.

En 2018, nous avons déjà intensifié nos efforts en la matière (voir p. 22 à 25). Les interventions presse se sont multipliées notamment pour conscientiser

le grand public à l'émergence du phénomène des proxénètes d'ados. Grâce à notre partenariat avec la Ligue des familles et le Gezinsbond, de nombreux parents ont bénéficié de conseils pour mieux encadrer les jeunes sur Internet. Davantage d'élèves ont rencontré nos volontaires ambassadeurs dans les écoles pour aborder les principales thématiques de Child Focus...

« **Ne restez pas avec vos problèmes, parlez-en !** », le message clé de toutes nos actions de prévention. Aux parents et aux éducateurs, nous disons : « Parlez aux enfants de l'utilisation d'internet ». Aux pères ou mères qui envisagent de déménager à l'étranger avec leurs enfants : « Mettez-vous d'accord sur l'organisation des contacts avec les enfants ou faites appel à une médiation ».

Child Focus souhaite faire davantage, à un horizon de quatre ans, nous voulons que chaque enfant ait une personne de confiance à qui s'adresser. Pour relever ce défi, nous souhaitons collaborer activement avec tous ceux qui partagent notre ambition.

Le soutien indéfectible de nos partenaires et de nos donateurs est essentiel à notre réussite et nous les en remercions chaleureusement.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

François Cornelis

Vice-présidente

Cathy Clerinx

Membres

Cédric Visart de Bocarmé

Dirk Vanden Branden

Françoise Pissart

Guido Van Wymersch

Gwendoline Loosveld

Heidi De Pauw

Isabelle Mazzara

Jeroen Wils

Kristof Desair

Marina Maes

Observateur désigné par le Gouvernement fédéral

Vincent Stragier

Observateurs désignés par les trois Communautés

Cheick-bah Berte

Joris Meganck

Robert Hagen



De gauche à droite :

Kristof Desair, Cathy Clerinx, Cédric Visart de Bocarmé, Marina Maes, Heidi De Pauw, François Cornelis, Françoise Pissart, Jeroen Wils et Isabelle Mazzara.

LES CHIFFRES EN UN COUP D'ŒIL

18 610
APPELS AU
C 116 000

Dossiers de disparition traités

	2014	2015	2016	2017	2018*
p.12 Fugues	1 020	1 055	1 134	1 151	1 098
p.12 Enlèvements parentaux internationaux	406	358	352	386	409
p.13 Disparitions de mineurs étrangers non accompagnés	43	66	162	217	275
p.13 Disparitions non définies	54	44	49	45	52
p.12 Enlèvements par des tiers	35	21	23	24	29
TOTAL des dossiers de disparition	1 558	1 544	1 720	1 823	1 863
TOTAL des disparitions inquiétantes	208	218	203	207	203
Campagnes d'affichage publiques	62	80	50	73	72
Campagnes de vignettage (campagnes de recherche discrètes)	87	74	52	71	59
TOTAL des campagnes de recherche	149	154	102	144	131

*Pour chaque catégorie, le nombre de dossiers inclut les nouveaux dossiers (2018) et les dossiers non clôturés des années précédentes.

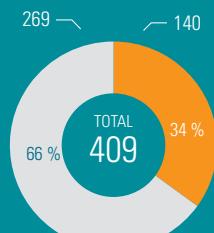
Dossiers de disparition traités par catégorie en 2018

■ Dossiers clôturés au 31.12.2018

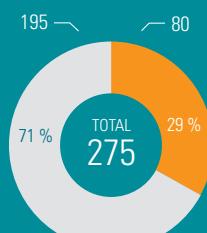
■ Dossiers non clôturés au 31.12.2018



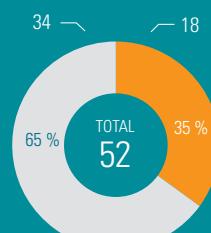
Fugues



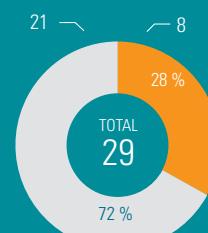
Enlèvements parentaux internationaux



Disparitions de mineurs étrangers non accompagnés



Disparitions non définies



Enlèvements par des tiers

Dossiers d'exploitation sexuelle traités

	2014	2015	2016	2017	2018
p.16 Pornographie enfantine (images d'abus sexuels d'enfants)*	1 432	1 358	781	746	1 728
p.16 Prostitution de mineurs	10	35	83	81	97
p.17 Tourisme sexuel	4	4	1	1	2
TOTAL des dossiers d'exploitation sexuelle	1 446	1 397	865	828	1 827

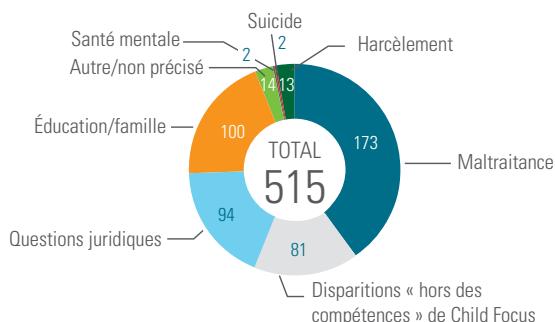
*Signalements reçus via notre point de contact stopchildporno.be

Dossiers de sécurité en ligne traités

	2014	2015	2016	2017	2018
p. 20 Sexting	41	62	128	135	114
p. 20 Sextortion	-	17	41	39	46
p. 20 Grooming	43	31	48	43	36
p. 20 Autres formes d'intimidation sexuelle	13	21	32	32	18
Problèmes non sexuels liés à la sécurité en ligne	79	74	122	114	122
Cyberharcèlement*	22	35	-	23	20
TOTAL des dossiers de sécurité en ligne	198	240	371	386	356

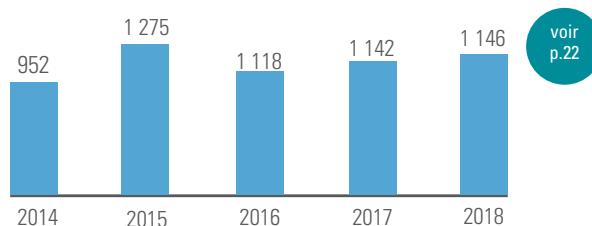
*Depuis 2014, Child Focus réoriente les dossiers de cyberharcèlement vers les associations compétentes en la matière.

Dossiers liés à des questions générales ou de réorientation*



*Un conseiller réoriente rapidement les appelants vers les organisations ou les services adéquats.

Dossiers de demande de formation ou de matériel pédagogique



Ça nous va droit au cœur :

500 volontaires toujours prêts : 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, par monts et par vaux.

27 partenaires affichage : un soutien précieux lors de nos campagnes de recherche d'enfants disparus, d'information ou de sensibilisation.

51 organisations privées ou publiques et 22 278 particuliers nous ont soutenus financièrement.



ENFANTS DISPARUS

En 2018, Child Focus a traité 1 863 dossiers.

Un nombre record depuis 2010.

67 % d'entre eux ont pu être clôturés dans l'année.

“ *Un vendredi du mois de septembre, nous publions sur les réseaux sociaux l'avis de disparition d'un adolescent en fugue. Quelques heures plus tard, un enquêteur de la zone de police concernée me contacte pour me dire combien il est surpris par la rapidité avec laquelle l'avis est partagé en masse. Cerise sur le gâteau : il recevra de précieux témoignages qui lui permettront de localiser le jeune. Voilà une illustration parfaite d'une collaboration réussie entre les citoyens-internautes, la police et Child Focus !* ” **Griet Ivens**, conseillère

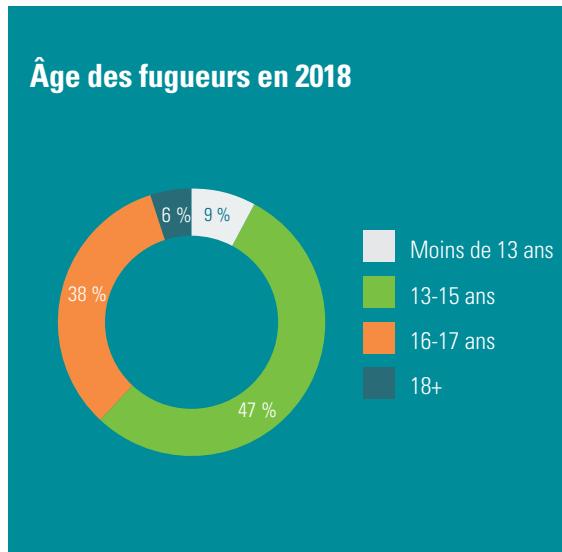


Fugues : dossiers de prévention en hausse

En 2018, Child Focus a traité 1 098 dossiers de fugue. C'est une baisse de 5 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse concerne uniquement les fugues effectives (1 057), car les dossiers de prévention ont, quant à eux, doublé en trois ans (passant de 20 à 41). Il s'agit d'appels de jeunes en demandant de l'aide ou de parents craignant la fugue de leur enfant.

De tels appels, nous réjouissent : sachant que les jeunes veulent fuguer pour fuir leurs problèmes, nous pouvons dès lors tenter de les résoudre avec l'aide, si nécessaire, de services d'aide spécialisés. Une prise de conscience qui permettrait aussi de diminuer les fugues à répétition. 115 enfants ont en effet encore claqué la porte de leur foyer (ou plus souvent de leur institution) de 2 à 9 reprises. Une situation préoccupante, car ils risquent davantage d'être confrontés à des situations dangereuses, comme la prostitution de mineurs (voir p.16).

Un peu plus de 13 % des fugues ont été estimées inquiétantes. Un chiffre stable, tout comme l'âge de la première fugue et sa durée : la plupart des fugueurs a entre 13 et 15 ans et plus de 40 % d'entre eux sont retrouvés dans les 48 heures.



23 %

des enfants
enlevés étaient
des bébés

Enlèvements parentaux internationaux : des dossiers clôturés en chute libre

Avec 409 dossiers traités en 2018, les enlèvements parentaux internationaux n'ont jamais été aussi nombreux que depuis ces 6 dernières années. Cette hausse constante porte essentiellement sur les enlèvements effectifs (257) et est à mettre en corrélation avec un taux de résolution

en chute libre : 26 % au lieu de 33 % en 2017 et 48 % en 2016. Dans 72 % des cas, la mère est l'auteur de l'enlèvement. Les pays vers lesquels les enfants sont le plus fréquemment emmenés demeurent majoritairement européens. La France, avec 40 cas, arrive en tête.

Enlèvements par des tiers : 5 présomptions de tentative

Ces dossiers ne concernent pas seulement des enlèvements criminels par une personne inconnue, mais aussi et surtout des enlèvements commis par des parents biologiques (mais non reconnus comme tels), des parents déchus de leurs droits ou des membres de la famille et des connaissances qui n'exercent pas l'autorité parentale sur le mineur (tiers connu).

En 2018, Child Focus a traité 23 dossiers d'enlèvement par un tiers connu. Il y a eu 5 présomptions de tentative d'enlèvement par un tiers inconnu et un enlèvement effectif à l'étranger pour lequel la collaboration de nos services a été sollicitée.

Disparitions non définies : un jeune adulte retrouvé sans vie

Lorsqu'à l'ouverture d'un dossier, nous ne disposons pas d'informations suffisantes quant à la nature de la disparition, nous la qualifions de « non définie ». Ces dossiers sont initialement inquiétants, car on ignore si le mineur a été victime d'un acte malveillant ou d'un accident, s'il est parti de son plein gré, s'est égaré ou s'est suicidé.

Child Focus a traité en 2018, 52 disparitions non définies. Comme chaque année, ces dossiers concernaient souvent des enfants de moins de 13 ans (égarements, malentendus) et de jeunes adultes (malentendus, disparitions volontaires, accidents). 1 jeune adulte a été retrouvé sans vie.

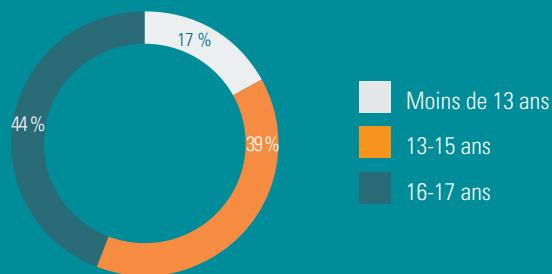
Disparitions de mineurs étrangers non accompagnés : nécessité d'un encadrement spécifique

En 2018, Child Focus a reçu 128 nouveaux signalements de disparition de mineurs étrangers non accompagnés (MENA) et a traité au total 275 dossiers. Le nombre de signalements augmente graduellement chaque année, mais le nombre de dossiers traités a, quant à lui, sextuplé en 5 ans (43 en 2014).

Trop souvent la police et d'autres services baissent en effet les bras face à ces disparitions par manque de moyens de recherche. Ainsi, fin 2018, moins de 30 % des dossiers ont pu être résolus. Pourtant, ces jeunes, par leur vulnérabilité, courent plus de risques de devenir les victimes de trafiquants d'êtres humains ou d'exploitation sexuelle voire économique.

Un encadrement spécifique est à encourager pour éviter au maximum ces disparitions inquiétantes.

Âge des MENA disparus en 2018



ENFANTS SEXUELLEMENT EXPLOITÉS

En 2018, Child Focus a traité 1 827 dossiers d'exploitation sexuelle et 356 dossiers liés à la sécurité en ligne (voir p. 18-21).

Parmi ces 356 dossiers, 214 (soit 60 %) concernaient une atteinte (réelle ou présumée) à l'intégrité sexuelle des mineurs.





Prostitution de mineurs : phénomène dissimulé et souvent non signalé

En Belgique, la prostitution de mineurs demeure un phénomène largement dissimulé et souvent non signalé. En 2018, Child Focus a tout de même reçu 39 signalements relatifs à de la prostitution (réelle ou présumée) de mineurs (42 en 2017). À ce nombre, s'ajoutent 58 dossiers non clôturés des années précédentes.

Dans la majorité de ces nouveaux cas, les victimes avaient entre 14 et 16 ans et 95 % d'entre elles étaient des filles. Dans 14 dossiers, il y avait un lien entre l'aspect prostitution et la fugue. La fugue « à répétition » est en effet un facteur à risques. Les jeunes concernés ont recours à des techniques de survie et peuvent, via de mauvaises rencontres, sombrer dans la prostitution. Les proxénètes d'ados sont à l'affût de ces jeunes vulnérables. Ils ont joué un rôle dans 28 de nos affaires de prostitution de mineurs. Ce sont de véritables trafiquants d'êtres humains qui rendent les adolescents dépendants par la tromperie, la contrainte, la violence physique et psychologique afin de les exploiter ensuite dans la prostitution.

En sus de ces 28 dossiers, 38 autres plus anciens n'ont pu être fermés : nous notons trop peu de succès dans l'identification des victimes et des auteurs ainsi que dans la poursuite de ces derniers. Il n'existe en outre pas assez de lieux de prise en charge adaptés aux besoins spécifiques de ces ados exploités. En 2019, Child Focus continuera son combat contre cette forme odieuse d'exploitation sexuelle et mettra tout en œuvre pour fournir aux victimes l'encadrement dont elles ont besoin.

Images d'abus sexuels d'enfants : hausse spectaculaire

Depuis le 6 juillet 2017, 4 collaborateurs de Child Focus ont l'autorisation d'analyser les signalements présumés de pornographie enfantine reçus via notre point de contact civil stopchildporno.be.

S'il s'agit réellement d'images d'abus sexuels d'enfants hébergées sur des sites belges, ils les transmettent immédiatement à la Police fédérale. Si les images sont hébergées à l'étranger, elles sont transférées à l'organisation sœur du pays impliqué via le réseau INHOPE regroupant les points de contact civils de 52 pays.

La finalité poursuivie est une arrestation des auteurs, une identification des victimes et une suppression sans délai des images et sites litigieux partout dans le monde. En 2018, Child Focus a reçu 1 728 signalements présumés de pornographie enfantine (746 en 2017). Une hausse spectaculaire à imputer au lancement, fin 2017, d'une campagne de sensibilisation virale retentissante (voir p. 25).



A child with short brown hair, wearing a green t-shirt, is seen from the back, looking out through white horizontal window blinds. The child's hands are near the blinds, and a red object is visible in their hand. The scene is brightly lit, suggesting daylight.

Tourisme sexuel impliquant des enfants : indispensable collaboration

Le tourisme sexuel impliquant des enfants est une forme d'exploitation sexuelle d'enfants où un individu en voyage à l'étranger a des rapports sexuels avec un enfant, souvent contre paiement ou une autre forme de rétribution.

Child Focus est active au sein du groupe de travail « Stop à la Prostitution Enfantine », coordonné par ECPAT Belgique (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for sexual purposes). D'autres acteurs, comme la Police fédérale, la SNCB, le SPF Affaires étrangères et le Service de la Politique criminelle, sont également membres de ce groupe. À travers ce dernier, Child Focus soutient, entre autres, des campagnes de sensibilisation communes. Dès que nous recevons un signalement en matière de tourisme sexuel impliquant des enfants, nous le transférons à ECPAT Belgique. En 2018, nous n'en avons reçu que 2.

“ *Ma mère était saoule tous les soirs. Parfois, elle ne rentrait pas pendant plusieurs jours. J'ai été placée dans une institution. C'était horrible. Tout à coup, un type a commencé à chatter avec moi sur Facebook. Il était très beau. Il me trouvait jolie. Personne ne me l'avait jamais dit. C'était génial parce que, tout à coup, quelqu'un m'accordait de l'attention. On a commencé à se voir en vrai. Il voulait coucher avec moi. Je l'ai fait. Un de ses amis me trouvait très jolie et il voulait aussi coucher avec moi. Je n'en avais pas très envie, mais je ne voulais pas retourner dans cette institution, puis on devait aller faire du shopping... j'ai donc dit oui. C'est pas génial, mais bon, j'ai enfin des amis et un peu d'argent.* ”

Lynn (pseudonyme), victime d'un proxénète d'ados



SÉCURITÉ EN LIGNE

Notre numéro gratuit, le 116 000, est également une ligne d'aide pour un internet plus sûr. Elle est accessible à toute personne ayant une question ou un problème concernant l'utilisation d'internet par les mineurs.

Sexting qui dérape – une rupture de confiance pas anodine

Ce n'est pas un euphémisme de dire que le « sexting », contraction de « sexe » et « texting », est un sujet d'actualité en augmentation, tant en ligne que hors ligne. En soi, le sexting n'est pas négatif et s'apparente à un comportement normal d'expérimentation sexuelle ... tant qu'il est question d'un échange volontaire d'images ou de messages au sein d'une relation de confiance mutuelle, bien entendu.

Mais il peut arriver que cela tourne mal. Et quand le sexting dérape, ça dérape vraiment. Dans ce cas, il s'agit souvent de la propagation non-autorisée d'images transmises au départ volontairement. C'est quelqu'un qui rompt la confiance de base en partageant les images intimes reçues avec des tiers (qui peuvent également les diffuser). En 2018, Child Focus a ouvert ainsi 114 dossiers de sexting « non-consenti ».

Child Focus peut intervenir très rapidement dans ce genre de situation, grâce à ses contacts privilégiés avec plusieurs réseaux sociaux incontournables comme Facebook (donc aussi Instagram et Whatsapp), Snapchat, Twitter sans oublier Google (donc Youtube) auprès desquels nous sommes considérés comme un « trusted flagger », c'est-à-dire comme une instance de confiance pour les signalements.

Grooming – un phénomène sous-rapporté

Le grooming en ligne est le procédé où un adulte approche intentionnellement un mineur dans un but sexuel. Cette intention sexuelle peut varier : elle peut prendre la forme d'une conversation, d'échange d'images à caractère sexuel mais ça peut aussi aller jusqu'à fixer un rendez-vous afin d'abuser sexuellement du jeune.

2018 a vu l'ouverture de 36 dossiers pour grooming en ligne, ce qui représente une légère diminution par rapport à l'an dernier.

Les filles en sont majoritairement les victimes (80%), mais croire que les garçons (20%) n'y sont jamais confrontés est une fausse idée.

Ce phénomène reste sous-rapporté, car se sont généralement les parents qui nous contactent quand ils se font du souci.

Extorsion sexuelle à la hausse

"Sextortion" est la contraction des mots anglais 'sex' et 'extortion' et signifie chantage sexuel. Lors de « sextortion », des jeunes se laissent séduire et sont poussés à envoyer des photos ou de petites vidéos d'eux-mêmes, dénudés, suite à quoi ils subissent un chantage financier.

46 signalements d'extorsion sexuelle ont été signalés à Child Focus en 2018. Une augmentation par rapport à 2017 (39 dossiers). Les victimes de « sextortion » restent principalement des garçons, mais des filles tombent aussi dans le piège. Interpelant : dans plus de la moitié des cas c'est le jeune lui-même qui prend contact avec notre ligne d'urgence. Ceci est en discordance avec d'autres phénomènes tels que le sexting et/ou le grooming où ce sont presque exclusivement les parents qui nous contactent.

Ici aussi nous pouvons aider et chercher une solution. Nous assistons les jeunes et /ou les parents dans leurs contacts avec la police. Nous donnons des conseils pour résoudre la situation et nous élaborons ensemble un plan d'action basé sur la résilience du jeune en question.

Harcèlement sexuel en ligne – l'importance du consentement

En 2018, Child Focus a ouvert 18 dossiers de harcèlement sexuel en ligne. Il s'agit principalement du partage non-souhaité d'images ou de conversations à caractère sexuel avec d'autres jeunes, comme l'exemple le plus connu des « unsolicited dickpics » (photos de pénis non-souhaitées). Une part importante de notre travail de prévention reste de faire comprendre que l'échange de photos sexuelles n'est acceptable que quand il y a de la confiance et l'acceptation des deux parties. Envoyer une photo de ses parties intimes à quelqu'un qui n'a rien demandé, ne le rendra pas heureux. Ça c'est certain...et...si le doute plane : demander l'autorisation semblera indispensable.



“ « J., 15 ans, a envoyé une photo de lui dénudé à une personne qu’il ne connaît pas. Elle lui demande de l’argent sous menace de diffuser la photo. Il est paniqué. Je lui explique qu’il est victime de sextortion : il faut bloquer la personne, la signaler au réseau social et surtout... ne pas payer ! Je l’informe aussi qu’il peut aller à la police, car il est victime d’un délit. J. est soulagé et me remercie avec émotion. ” **Elodie Truyens**, conseillère

ACTIONS DE PRÉVENTION ET

Child Focus Academy : prévention toute l'année

La Child Focus Academy propose 10 modules de formation en matière de prévention à l'intention des jeunes, des parents et des professionnels. 4 formateurs et 60 volontaires ambassadeurs se mobilisent tout au long de l'année.

12 000 enfants de 10 à 12 ans ont reçu la visite de nos volontaires ambassadeurs dans les écoles pour aborder les principales thématiques de l'organisation par le biais du jeu didactique, « Dossier 116 000 ». 6 000 parents ont bénéficié de conférences sur la sécurité en ligne, grâce à des partenariats efficaces avec la Ligue des familles et le Gezinsbond. En fin d'année, ces conférences ont reçu deux prix gratifiant leur qualité pédagogique : M-Award et SaferInternet4EU-Award.

Une centaine d'employés de Microsoft et Proximus ont dispensé à pas moins de 8 500 écoliers des ateliers de sensibilisation sur une utilisation intelligente d'Internet à l'aide de notre matériel didactique.

Le programme ICoach permet d'aider les agents de police et auxiliaires de prévention des communes à aborder la sécurité en ligne de façon adéquate dans les écoles. En 2018, 95 ICoachers ont été formés. Ils sont à présent eux-mêmes des formateurs pour leurs collègues.

Les agents de police et les magistrats ont également eu l'occasion de suivre une de nos 20 séances d'information sur le fonctionnement de Child Focus afin de maximiser notre collaboration opérationnelle au quotidien.



FÉVRIER

Safer Internet Day : cyberharcèlement et vie privée

Le 5 février, le consortium belge (www.b-bico.be) co-créé par Child Focus, regroupant les principaux acteurs travaillant sur l'éducation aux médias et une utilisation sûre d'Internet, a développé un dossier pédagogique autour du cyberharcèlement et de la protection de la vie privée, destiné aux enseignants du secondaire. Notre présidente d'honneur, Sa Majesté la Reine nous a, quant à elle, demandé de l'aider à rencontrer des jeunes victimes de cyberharcèlement afin de transmettre un message de prévention à la nation.



Child Focus a 20 ans !

Child Focus a vu le jour, il y a 20 ans, le 31 mars 1998. Le jeudi 29 mars 2018, 350 invités ont soufflé les bougies au Château du Lac de Genval.

Toute l'après-midi, les invités, en présence de Sa Majesté la Reine, ont eu l'occasion d'écouter les interventions de divers partenaires, mais aussi de victimes de disparition ou d'exploitation sexuelle. Autant de moments riches, instructifs, bouleversants parfois, qui ont permis de mettre en exergue tout le travail accompli et encore à venir.

DE SENSIBILISATION

Dans la foulée de notre anniversaire...

UN TIMBRE

Le 12 mars, avec la complicité de bpost, nous avons lancé un timbre en édition limitée. L'artiste, Dorien Wendelen, de notre agence de communication Wunderman, a créé une image sobre suggérant le visage d'un enfant victime de disparition ou d'exploitation sexuelle.

UNE CAMPAGNE

Le 21 mars, nous avons fait disparaître l'icône petit gamin de 250 000 paquets de la cassonade Graeffe de la Raffinerie Tirllemon-toise. Ce jour-là, nous avons également posté, sur les médias sociaux, une vidéo touchante de Wunderman dans laquelle témoigne Édouard, un jeune qui en 2016, en pleine crise, a claqué la porte de son domicile. Une double action pour sensibiliser les citoyens à la disparition d'enfants et à l'importance de partager les avis de recherche sur le net.

UN LIVRE

« Child Focus : vingt ans de lutte pour les enfants disparus et sexuellement exploités ». À l'occasion des 20 ans de Child Focus, l'écrivaine Sophie Dejaegher s'est penchée sur la genèse de la Fondation pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités et le travail effectué tout au long de ces années. Le livre est paru aux éditions Borgerhoff & Lamberigts.

« Tant que nous les cherchons, les enfants disparus sont toujours avec nous. »

Dans le cadre de la Journée Internationale des Enfants Disparus (25 mai), Child Focus a lancé une nouvelle campagne développée par Wunderman. À travers un spot TV et un spot radio, les téléspectateurs et auditeurs ont été plongés dans les souvenirs que les parents ont de leur enfant disparu. Cette campagne a comme objectif l'histoire émouvante qui se cache derrière des avis de recherche plutôt neutres.

Voyager à l'étranger serein, avec ses enfants

Le 26 juin, à l'approche des vacances d'été, Child Focus a lancé, en collaboration avec le SPF Justice, un formulaire d'autorisation permettant aux parents de s'accorder clairement sur les modalités d'un séjour à l'étranger avec leur enfant. Le but étant de faire réfléchir les parents par rapport aux risques éventuels qu'ils encourent et ainsi éviter que de telles situations n'aboutissent à un enlèvement parental.

« Vous avez même retrouvé le p'tit gamin de la cassonade ! Tout de suite, j'ai remarqué cette chaise vide sur les paquets. Bravo et merci pour tous les autres, les vrais enfants disparus que vous retrouvez ! **Laurence Renard**, citoyenne



Surf Safe à la mer et aux festivals

Pour la quatrième année consécutive, Child Focus a relancé sa campagne estivale pour un Internet plus sûr dans sept stations balnéaires et autres festivals populaires auprès des jeunes. Plus de 5 000 enfants et adolescents se sont prêtés au jeu de la planche de surf mécanique et ont appris que l'expérience vient en tombant et en se relevant.



#VU : pour un sexting sain

Lorsque le sexting dérape (voir p.20), les conséquences peuvent être graves. Pour sensibiliser les jeunes, nous avons lancé en 2017, en Flandre, la pièce de théâtre « Sex thing » de la compagnie O'Kontreir. Son succès nous a convaincus de la déployer également en Belgique francophone. Arts Nomades l'a adaptée avec brio. Présentée en août aux Rencontres de théâtre jeune public de Huy, elle y est ressortie doublement primée : Prix de la ville de Huy pour l'interprétation de l'actrice et Coup de foudre de la presse. Le Service public francophone bruxellois (SPFB) lui a en outre octroyé le label d'utilité publique. Les deux pièces ont déjà été jouées 180 fois dans les écoles belges.



Child Focus Run

À l'occasion de son 20^e anniversaire, Child Focus a organisé le défi sportif « Child Focus Run ». Cet événement familial, visant à collecter des fonds, s'est déroulé le 9 septembre dans le domaine du parc d'aventures scientifiques Le Pass, à Frameries, et le 23 septembre au domaine sportif et récréatif De Nekker, à Malines.

Plus de 650 enfants et adultes ont chaussé leurs baskets pour la bonne cause. L'événement, nous a permis de récolter la coquette somme de 85 257,61 euros.



#NotFoundDay : fini les pages d'erreur 404 inutiles !

Le 25 septembre, en collaboration avec Missing Children Europe, nous avons lancé le premier #NotFoundDay annuel afin de mieux faire connaître l'application web NotFound.

Cette application ingénieuse, qui affiche des avis d'enfants disparus sur les pages d'erreur 404 (« page non trouvée »), a été créée en 2012 par Missing Children Europe et Child Focus, en collaboration avec l'agence de communication Famous Grey. L'application a depuis été installée sur plus de 5 700 sites web.



OCTOBRE

Éviter un enlèvement parental international ? Suivez le guide !

Child Focus a publié, en octobre, « Le guide de prévention relatif à l'enlèvement international d'enfants » destiné aux professionnels (avocats, services d'aide, policiers, agents du PMS ou du CPAS, etc.). Ce guide leur apprend à reconnaître le risque d'un enlèvement parental international et leur suggère des mesures à prendre pour l'éviter.



Cute_toddler_likes_to_suck.mpg

Le 18 novembre, dans le cadre de la Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, nous avons relancé notre campagne de 2017 créée par notre bureau de communication Wunderman sur les réseaux sociaux et le « darkweb » (partie du net moins accessible au grand public). Le but ? Mettre en avant notre point de contact civil stopchildporno.be (voir p.16) et inciter les personnes ayant des tendances pédophiles à demander de l'aide via une ligne d'aide anonyme : Stop It Now (en Flandre). La campagne a reçu diverses distinctions nationales et internationales. Elle a été vue plus de 500 000 fois sur les réseaux sociaux.

BILAN

		31/12/18	31/12/17
Actifs immobilisés nets	Grand Livre		
Immobilisations incorporelles	21	4.963,06	20.285,94
Aménagements et installations	22/3	-	-
Mobilier et matériel	24	409.731,33	471.078,57
Garanties	28	111,33	111,33
TOTAL ACTIFS IMMOBILISÉS NETS		414.805,72	491.475,84
Actifs circulants			
Créances	40	295.814,09	85.120,71
Autres créances	41	161.210,04	101.324,56
Placements de trésorerie	50/3	5.166.391,86	5.181.011,95
Valeurs disponibles	54/8	194.608,88	412.386,10
Charges à reporter et produits acquis	490/1	19.751,16	106.467,83
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS		5.837.776,03	5.886.311,15
TOTAL ACTIF		6.252.581,75	6.377.786,99
Fonds social			
Fonds associatifs	10	1.810.699,85	1.810.699,85
Fonds affecté pour investissements	13	403.968,96	456.808,53
Fonds affecté pour passif social	13	1.667.136,22	1.702.616,63
Fonds affecté pour innovation et développement	13	50.000,00	50.000,00
Fonds affecté pour récolte de fonds	13	115.000,00	115.000,00
Résultat reporté	14	1.080.495,56	1.296.686,06
Subsides en capital	15	10.262,42	34.555,98
TOTAL FONDS SOCIAL		5.137.563,01	5.466.367,05
Provisions pour risques et charges	160/5	129.003,10	30.863,62
Dettes			
Avances Actiris	17	9.851,64	9.851,64
Dettes commerciales	44	201.411,24	186.800,57
Impôts	450/3	109.994,17	2.825,83
Rémunération et charges sociales	454/9	146.484,39	83.059,93
Pécules de vacances	456	312.376,86	309.882,26
Autres dettes	48	134.040,26	236.781,76
Charges à imputer	492	4.984,73	7.912,97
Produits à reporter	493	66.872,35	43.441,36
TOTAL DETTES		986.015,64	880.556,32
TOTAL PASSIF		6.252.581,75	6.377.786,99

COMPTE DE RÉSULTAT

		31/12/18	31/12/17	
Produits				
	Subsides	73	1.996.074,43	1.785.233,56
	Dons en nature	73	450.711,73	479.133,37
	Dons en espèces	73	2.833.183,80	2.717.395,98
	Autres produits	74	133.189,96	86.969,82
TOTAL PRODUITS			5.413.159,92	5.068.732,73
Dépenses				
	Locaux	7,183	165.298,20	133.980,39
	Déplacements	61	87.259,95	106.552,45
	Poste et téléphonie	61	125.003,48	147.404,09
	Matériel et fournitures	61	71.623,98	70.280,00
	Vivres et boissons	61	15.658,43	50.126,14
	Documentation	61	18.441,85	21.338,80
	Publications et campagnes d'information	61	690.795,95	465.966,46
	Honoraires	61	1.067.569,47	1.067.174,73
	Aides financières ponctuelles	61	18.184,22	19.881,50
	Rémunérations / Charges sociales	62	3.127.794,04	2.844.107,96
	Amortissements	630/41	160.511,10	144.469,81
	Dotation / Utilisation provision pour risques et charges	636	98.139,48	(5.595,66)
	Autres charges	64	45.991,64	31.273,33
TOTAL DÉPENSES			5.692.271,79	5.096.960,00
Produits financiers		75	5.212,67	6.900,06
Charges financières		65/7	41.384,95	8.724,46
Produits (charges) exceptionnel(le)s net(te)s		76/66	12.205,42	(104,51)
Impôts		67	1.431,75	1.841,68
Bénéfice (perte) de l'exercice avant prélèvements (affectations)			(304.510,48)	(31.997,86)
Décisions arrêtées par le Conseil d'Administration en sa séance du 22 mars 2019			31/12/18	31/12/17
	Résultat reporté de l'exercice antérieur		1.296.686,06	1.111.680,32
	1. Résultat de l'exercice		(304.510,48)	(31.997,86)
	2. Prélèvements nets (affectations nettes)			
	Fonds affecté pour investissements		52.839,57	59.982,92
	Fonds affecté pour passif social		35.480,41	157.020,68
	Fonds affecté pour innovation et développement		-	-
	Fonds affecté pour récolte de fonds		-	-
Résultat à reporter			1.080.495,56	1.296.686,06

RÈGLES D'ÉVALUATION ET IMPACTS

Immobilisations (in)corporelles, Subsides en capital et Fonds affecté pour Investissements

Régulièrement, Child Focus acquiert un bien immobilisé grâce à un donateur (public ou privé) qui manifeste sa volonté pour que son don, en espèce ou en nature, soit affecté à cet investissement. D'un point de vue comptable, ces actifs, évalués à leur prix marché (TVA comprise), sont valorisés dans le compte d'*Immobilisation (in)corporelle* et les montants correspondants des dons sont repris au passif dans le compte de *Subsides en capital*.

Pour les autres immobilisations (in)corporelles, le Conseil d'Administration réserve le montant nécessaire aux amortissements futurs par une affectation des bénéficiaires sur le compte *Fonds affecté pour Investissements*. À fin 2018, ce fonds s'élève à 403.968,96 € et inclut principalement un montant de 294.005,98 € concernant les investissements de rénovation des bureaux qui ont été dépensés en 2016 et 2017, et qui sont amortis sur la durée restante du contrat de bail, c'est-à-dire 7 et 6 ans.

Les *Immobilisations (in)corporelles* inscrites à l'actif et leurs financements inscrits au passif dans les comptes *Subsides en capital* et *Fonds affecté pour investissements* sont amortis de façon linéaire en tenant compte des durées de vie suivantes : 2 à 3 ans pour les immobilisations incorporelles, 3 à 4 ans pour le matériel de bureau et informatique et 10 ans pour le mobilier.

Fin 2018, le solde net des *Actifs immobilisés* s'élève à 414.694,39 € (contre 491.364,51 € en 2017) et est couvert à concurrence de 10.262,42 € par le compte *Subsides en capital* et à concurrence de 403.968,96 € par le compte *Fonds affecté pour investissements*.

Placements de trésorerie

La trésorerie est placée en livrets d'épargne ouverts auprès de 4 banques. Ces placements s'élèvent à 4.140.229,05 € à fin 2018. Le solde des place-

ments se retrouve dans un portefeuille-titres auprès de KBC d'une valeur de 966.532,51 € et auprès de CIW pour 59.630,30 €. Ces titres sont valorisés à leur prix d'acquisition ou au prix marché si celui-ci est inférieur.

Fonds affecté pour passif social

En 2006, le Conseil d'Administration a exprimé sa volonté de créer un *Fonds affecté pour passif social*, reprenant un montant réservé aux collaborateurs de Child Focus et correspondant aux indemnités dues en cas de restructuration substantielle ou de fermeture de la Fondation. Le Conseil d'Administration se garde la liberté de continuer à alimenter ce fonds par affectation des résultats ou, au contraire, à le diminuer au cas où il s'avérerait être trop élevé par rapport aux indemnités dues, estimées en date du 31 décembre de chaque année. Un montant de 35.480,41 € a pu être déduit du fonds en 2018. Ce fonds s'élève donc à fin 2018 à 1.667.136,22 €.

Fonds affecté pour innovation et développement

Ce nouveau fonds a été créé en 2016 par le Conseil d'Administration en vue de renforcer l'efficacité de Child Focus dans sa lutte contre les disparitions et l'exploitation sexuelle, en y intégrant les nouvelles technologies, les nouveaux médias et les nouvelles méthodes de recherche et d'analyse de données. Ce fonds devrait couvrir les frais d'études visant à explorer et identifier ces nouvelles possibilités. Fin 2018, il s'élève à 50.000 €.

Fonds affecté pour récolte de fonds

Le Conseil d'Administration avait décidé le 26 mars 2013 d'ouvrir un nouveau fonds affecté pour assurer la pérennité financière de Child Focus, et particulièrement pour financer le démarrage d'une campagne de récolte de fonds orchestrée par la société Pepperminds. Cet objectif est aujourd'hui atteint. Le Conseil d'Administration souhaite néanmoins poursuivre les efforts dans la récolte de fonds et a décidé de conserver ce fonds à 115.000 € afin de couvrir des dépenses futures en vue de fidéliser nos donateurs existants, de promouvoir la

COMPTABLES EN 2018

visibilité de Child Focus, génératrice de nouveaux dons, et d'identifier des grands donateurs potentiels.

Créances à un an au plus

Ce poste du bilan augmente de 85.120,71 € en 2017 à 295.814,09 € en 2018. Cette augmentation est due à une créance sur le SPF Intérieur concernant le projet iCoach pour 62.678 €, sur Ethias concernant une tombola pour 38.751,36 € ainsi qu'à un produit à recevoir de la Fondation Roi Baudouin pour 70.000 €.

Autres créances

Ce poste du bilan présente un solde de 161.210,04 € en 2018 contre 101.324,56 € en 2017 et reflète les montants qui doivent être reçus de la Commission Européenne et de certains partenaires dans le cadre de projets européens.

Comptes de régularisation (actif)

Ce poste du bilan présente une diminution de 86.716,67 € par rapport à 2017 pour s'établir à 19.751,16 € en 2018, ce qui est principalement dû à la comptabilisation en 2017 de frais payés d'avance pour 57.475 €, pour l'évènement Child Focus Run de septembre 2018.

Comptes de régularisation (passif)

Ce poste du bilan présente une augmentation de 20.502,75 € par rapport à 2017 pour s'établir à 71.857,08 € en 2018. Cette hausse est due à des produits à reporter concernant notamment le projet Child Rescue pour 29.812,50 €.

Provisions pour risques et charges

Le Conseil d'Administration a décidé de constituer annuellement des provisions pour risques et charges sur la base d'une évaluation des risques à la date de clôture. Ces provisions sont reprises dès que la charge a été prise en compte ou dès que le risque n'existe plus selon une nouvelle éva-

luation. Fin 2018, le solde des *Provisions pour risques et charges* s'élève à 129.003,10 €, en augmentation de 98.139,48 €, suite notamment à la constitution d'une provision pour litige social.

Dons en nature

Toute dépense d'exploitation est toujours évaluée à son prix marché, TVA incluse, ou à la valeur de remplacement de ce bien ou service pour Child Focus, et non au prix effectivement payé. Dès lors, la différence éventuelle qui représente soit une ristourne, soit une mise à disposition totalement gratuite d'un bien ou d'un service, est comptabilisée en *Dons en nature*. En 2018, le total de ces dons en nature est de 450.711,73 €, en légère diminution par rapport à 2017, à cause d'une donation non récurrente qui concernait des formations. L'ensemble des dons « finance » des dépenses telles que loyers, honoraires, entretien, boissons, etc... ainsi que les amortissements de l'année en cours sur les investissements reçus.

Evolution des revenus et des coûts

Les revenus s'établissent en 2018 à 5.413.159,92 € et augmentent de 344.427,19 € (+7%) par rapport à 2017, principalement grâce aux dons récurrents du grand public (+199.812 €) et à divers nouveaux projets non-Européens (+253.500 €), ces deux éléments compensant une absence de legs en 2018. Les coûts de services et biens divers s'élèvent à 2.259.835,53 €, soit une hausse de 177.131 € (+9%), notamment à cause des coûts liés à l'évènement Child Focus Run. Les coûts salariaux (uniquement les frais liés aux rémunérations) augmentent de 256.145 € par rapport à 2017, principalement à cause de l'indexation de 2% et de l'impact de plusieurs adaptations de salaires suite à la nouvelle politique salariale implémentée en janvier 2018.

Il est à noter que, suite notamment aux mesures du tax shift, les charges patronales par rapport aux salaires bruts ont diminué de 23,9 % en 2015 à 22,6 % en 2018.



PARTENAIRES

Partenaires financiers :

Autorités

	co-funded by the European Union	Commission européenne
		Gouvernement fédéral
	GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
	Service public fédéral Intérieur	SPF Intérieur
	Vlaanderen verbeelding werkt	Gouvernement de la communauté flamande

Partenaires Platinum (> 125 000 €)

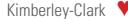
	Loterie Nationale créateur de chances	Loterie Nationale ♥
	Fondation Roi Baudouin Agrim ensemble pour une société meilleure	Fondation Roi Baudouin ♥
	Mutas	Mutas ♥
	Proximus	Proximus ♥
	WUNDERMAN ANTWERP	Wunderman Antwerp

Partenaires Gold (entre 25 000 € et 125 000 €)

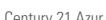
	Allen & Overy	Allen & Overy ♥
	bpost	bpost
	Buy Aid	Buy Aid ♥
	C&A Foundation	C&A Foundation
	Century 21	Century 21
	Ethias	Ethias
	Henkel	Henkel ♥
	KBC	KBC
	Microsoft	Microsoft ♥
	Banque Nationale de Belgique	Banque Nationale de Belgique ♥
	NN investment partners	NN investment partners
	Mondelez	Mondelez ♥
	Pepsico	Pepsico ♥

Partenaires Silver (entre 5 000 € et 25 000 €)

	Afibel	Afibel ♥
	Aramark	Aramark
	BNP Paribas Fortis Foundation	BNP Paribas Fortis Foundation ♥
	Bopro	Bopro
	Carrefour	Carrefour ♥
	Desdalex Advocaten	Desdalex Advocaten ♥

	D'Ieteren	D'Ieteren ♥
	Essity	Essity
	Kimberley-Clark	Kimberley-Clark ♥
	Koramic	Koramic ♥
	Maître Francis Mens	Maître Francis Mens ♥
	Nestlé	Nestlé ♥
	Pietercil	Pietercil ♥
	Real Dolmen	Real Dolmen
	Ricoh Belgium	Ricoh Belgium ♥
	Savencia	Savencia ♥
	Sodexo	Sodexo ♥
	United Way Worldwide (Fedex)	United Way Worldwide (Fedex) ♥

Partenaires Bronze (1000 € à 5 000 €)

	Aldi	Gowie
	Alpro	Lego
	Callexcell	Mojid Band
	Century 21 Azur	Multimag
	Club Brugge Foundation	Pepperminds
	Exact Holding	Ravensburger
	Floating Dreams	Rombouts
	Group Bernaerts Vastgoed	Vanimco
	Google	Spadel ♥
		Steylemans ♥

♥ Ces partenaires de cœur nous sont fidèles depuis 5 ans et plus.

Partenaires affichage :



Child Focus

Fondation d'utilité publique

Avenue Houba - de Strooper 292
(bâtiment Proximus)
1020 Bruxelles - Belgique



Tél.: +32 (2) 475 44 11 - Fax: +32 (2) 475 44 01

Numéro d'urgence gratuit :

116 000 (24 heures sur 24)

Numéro d'urgence depuis l'étranger :

+32 2 475 44 99 (24 heures sur 24)

www.childfocus.be

www.childalert.be

www.clicksafe.be

www.stopchildporno.be

www.stopproxenetes-ados.be

www.sexting.be

Numéro de compte :

BE 19 3101 2229 9912

Les dons à partir de 40 euros par an sont fiscalement déductibles.